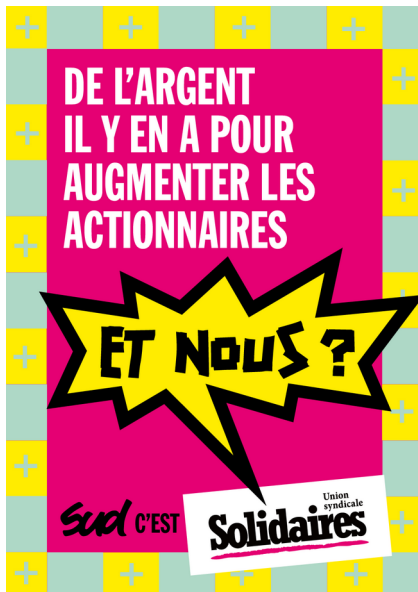


Pour l'augmentation des salaires et le droit à la mobilité pour toutes !



En France, le budget transport est en augmentation constante : il représente 21 % du budget pour les foyers modestes contre 14 % en moyenne nationale. Le budget mobilité explose avec la hausse du prix du carburant et celui de l'énergie pour les ménages franciliens. Les services de transport en commun (train, bus, etc.) constituent plus du tiers des dépenses engagées.

Avec les crises sociales récentes dont celle des « gilets jaunes », la précarité a encore gagné du terrain et s'installe dans la durée pour beaucoup de foyers dans lesquels il faut jongler entre se loger, se nourrir et se chauffer.. et bien sûr se déplacer. Pour bon nombre de personnes, même si l'urgence écologique est là, il est difficile d'acheter un véhicule neuf et ou une voiture électrique.

La mobilité des salarié·s est entravée même quand il s'agit d'aller au travail, et les salaires ne suivent pas en cette période de forte inflation !

Soutenons un service public de qualité et la gratuité des transports pour une transformation écologique !



Nous devons donc revoir notre façon de nous déplacer.

Cela passe en premier lieu par le développement et l'accroissement, en terme de nombre, desserte et maillage ruralité/ville, des transports collectifs que ce soit par la route ou le rail et surtout revendiquer la gratuité des transports en commun.

En France, une cinquantaine de villes ont déjà opté pour une gratuité totale ou partielle (le week-end, le samedi, si vous êtes bénéficiaire du RSA, demandeur d'emploi), 37 réseaux entièrement gratuits sont déjà opérationnels depuis le début 2020.

Depuis le 1^{er} septembre 2022, l'Espagne a rendu gratuits les trajets de trains de banlieue et régionaux exploités par la Renfe, le Réseau national des chemins de fer espagnols. Un exemple dont nous devrions nous inspirer !



solidaires91@free.fr



solidaires91.org



[solidaires91](https://www.facebook.com/solidaires91)



[@Solidaires_91](https://twitter.com/Solidaires_91)

Plus d'offre de transports accessibles à toutes, c'est moins de véhicules et moins de bouchons !



L'environnement et la santé publique bénéficient de la gratuité grâce à la diminution de la pollution de l'air et des nuisances sonores liées au trafic routier (inclus accidents).

Elle permet de réduire immédiatement les dépenses de transport des travailleur·ses, ce qui est un point important pour les précaires, chômeur·euses et travailleur·euses à faibles revenus, personnes dépendantes des minima sociaux comme le RSA ou l'Allocation Adulte Handicapé.

La gratuité doit se faire en concertation avec les usager·es en fonction des besoins collectifs et en tenant compte des impératifs environnementaux, le but étant d'offrir des alternatives à l'usage de la voiture individuelle partout, y compris à la campagne, dans les zones urbaines et péri-urbaines, les quartiers défavorisés et enclavés...

La gratuité des transports en commun : une mesure écologique et sociale essentielle !

La gratuité peut être financée par les autorités nationales, régionales ou locales par le biais de la **fiscalité** et par les employeurs par le biais du **versement mobilité qu'il faut étendre et renforcer**. Il y a de quoi assurer ce financement, en prenant sur les profits indécents que se font les capitalistes sur le dos des travailleur·euses. En soutenant directement la SNCF et la RATP, l'embauche de personnel (pour rétablir les fréquences), les transports doux (marche à pied, trottinettes, vélo...) et en rappelant à IDF Mobilités et L'État leurs obligations **pour l'intérêt général** !

En IDF, Valérie Pécresse menace de faire passer à 100 euros/mois le Pass Navigo. Les usagers ne doivent pas accepter de payer une telle somme pour un service aussi dégradé ! Aujourd'hui avec le surcoût de l'énergie, le désengagement de l'État, la hausse du montant du forfait Navigo est un non-sens en pleine crise climatique ! Soutenir les transports collectifs, c'est investir dans le ferroviaire et encourager le vélo en sécurisant et aménageant le territoire.

La Région doit au contraire promouvoir et rendre accessibles les solutions non carbonées. La gratuité est un levier essentiel à la recherche de solutions de mobilité pour l'intérêt général et pour la lutte climatique !

